



POUR LE DROIT À VIVRE DIGNES



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

TROIS NOUVEAUX PROJETS



**AU TOGO,
LUTTER CONTRE
LA PAUVRETÉ PAR
LA CITOYENNETÉ**



**AU GUATEMALA,
PARTICIPATION DES
POPULATIONS MAYAS
À LA DÉFINITION DE
POLITIQUES PUBLIQUES**



**EN THAÏLANDE,
RESPECT DES DROITS
DES ENFANTS MIGRANTS
BIRMANS**

1963-2013

**TERRE DES HOMMES FRANCE A FÊTÉ SES 50 ANS
DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.**

**UNE ASSOCIATION RICHE DE SES ACTIONS,
DE L'AIDE D'URGENCE AUPRÈS DES ENFANTS
AU RESPECT DES DROITS HUMAINS.**

MOBILISATION



**LANCEMENT EN FRANCE DE LA
CAMPAGNE INTERNATIONALE
DESTINATION INCONNUE,
POUR LE RESPECT DES DROITS DES
ENFANTS EN DÉPLACEMENT.**

764 624 €

**UN LEGS IMPORTANT AU BÉNÉFICE
DE TERRE DES HOMMES FRANCE**



ÉDITO DU PRÉSIDENT

Terre des Hommes France, en tant qu'organisation de solidarité internationale, continue de tisser des liens de justice sociale dans la proximité des acteurs et des populations qui engagent leur citoyenneté au service du

bien social commun. Notre action a pour but de soutenir les conditions de vie digne et de développement durable, économiquement et socialement juste, le tout en adéquation culturelle avec les sociétés et dans le respect de l'environnement.

Nos actions sont résolument ancrées au sein de la société civile démocratique, où elles sont solidaires des activités économiques, sociales et culturelles menées par nos partenaires locaux avec les populations qui se battent au quotidien pour accéder à des terres, à la nourriture et à l'eau, à la santé et à l'éducation, au travail décent et à la protection sociale. En soutenant leurs activités de survie

socioéconomique, nous les accompagnons dans une démarche de cohérence entre les droits socioéconomiques fondamentaux et les politiques publiques, en vue de la réduction des discriminations, inégalités et pauvretés. Cette démarche de solidarité axée sur les droits humains et sociaux, nous enrichit socialement ici, notamment à travers les activités et témoignages citoyens réalisés dans nos diverses délégations départementales.

Toutes mes félicitations aux citoyens acteurs, qui, ici et là, adhérents, bénévoles, donateurs, salariés et sympathisants, participent au processus de mondialisation des solidarités humaines !

Didier PRINCE-AGBODJAN

POUR LE DROIT À VIVRE DIGNES

« Pour le droit à vivre dignes », c'est le message porté haut et fort par Terre des Hommes France qui mène ses actions dans plusieurs pays du Sud et en France. La mission de Terre des Hommes France, c'est d'aider les populations défavorisées à améliorer leurs conditions de vie en leur faisant prendre conscience de leurs droits économiques, sociaux et culturels, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels : droit au travail dans des conditions justes, droit à la protection sociale, droit à un niveau de vie suffisant, droit de jouir du meilleur état de santé physique ou mentale possible, droit à l'éducation...

PÉRENNISATION DES ACTIONS

L'action de Terre des Hommes France repose sur des partenariats avec les acteurs locaux dont elle accompagne l'autonomisation, gage de pérennisation. Ainsi, elle soutient des associations qui agissent, parfois en réseau, auprès de celles et ceux qui sont victimes de violations de leurs droits sociaux fondamentaux, ceci en leur transmettant une connaissance de ces droits et en les orientant dans l'approche du développement basée sur les droits humains. Renforcées, les associations locales permettent aux populations de devenir à leur tour des actrices autonomes et capables d'agir pour un développement respectueux de leurs droits.

1. LE PARTENARIAT

Terre des Hommes France agit en partenariat avec des organisations locales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, reconnues et légitimes, en accord avec ses objectifs et ses valeurs.

Terre des Hommes France participe financièrement aux projets de ses partenaires tout en leur apportant son expertise en gestion de projets fondés sur les droits humains à travers des échanges d'expériences. Elle les soutient dans leurs luttes pour la mise en œuvre des droits sociaux dans leur pays et dans les relations économiques internationales, notamment par le relais de leurs plaidoyers et positionnements.



2. LE RENFORCEMENT DES POPULATIONS

Les droits fondamentaux étant universels, Terre des Hommes France accompagne ses partenaires dans la connaissance et la vulgarisation des droits sociaux, parents pauvres des droits humains, afin que les populations se les approprient pour les faire valoir.



3. LE PLAIDOYER

Il a pour objectif de renforcer les actions auprès des populations par une interpellation des institutions et autorités politiques, gouvernementales et parlementaires en vue de l'amélioration des politiques publiques en matière de respect des droits économiques et sociaux qui font partie intégrante des droits humains.

Terre des Hommes France et ses partenaires, en se constituant en réseaux d'associations, donnent plus d'assise sociale et de poids politique à leurs actions. Ainsi, depuis 2008, l'association coordonne la Plateforme française pour les droits économiques, sociaux et culturels (DESC), qui entreprend tous les cinq ans la rédaction d'un rapport de la société civile sur l'application des droits économiques et sociaux en France.



NEUF PROGRAMMES DE TERRAIN

ITIESSI, ACCOMPAGNER LES COMITÉS VILLAGEOIS DE DÉVELOPPEMENT AU TOGO



Après 38 ans de régime autoritaire, le Togo est une démocratie encore fragile. Le développement économique et social reste faible, ralenti, en partie du fait du non achèvement de la décentralisation (pas d'aboutissement des collectivités territoriales, absence d'élections locales...).

L'ONG Action Sud a pour principale mission de former et d'accompagner les communautés rurales de la région des Plateaux afin qu'elles fassent valoir collectivement leurs droits en prenant part à la gestion des affaires publiques locales.

Depuis août 2013, Terre des Hommes France est devenue partenaire d'Action Sud et a participé au lancement du projet ITIESSI (« Il est temps » en langue locale), mis en œuvre dans sept villages, regroupant plus de 9 000 habitants. L'objectif de ce projet est de favoriser l'émergence de structures communautaires dynamiques et porteuses d'initiatives de développement et de réduction de la pauvreté, respectueuses des droits des populations.

RENFORCER LES ALLIANCES AU MEXIQUE POUR LE RESPECT DES DROITS DANS LES POLITIQUES

REMISOC est un réseau national mexicain d'universitaires. Il travaille en concertation avec Convergencia de Organismos Civiles por la Democracia qui regroupe 130 organisations civiles de terrain. Le programme vise à renforcer les alliances entre ces dernières (paysannes, universitaires et syndicats) afin d'obtenir la prise en compte des droits économiques, sociaux et culturels dans les politiques publiques au Mexique.

REMISOC et Convergencia ont consolidé le mouvement « Front social large » créé en novembre 2012 et ont poursuivi les mobilisations pour s'opposer aux réformes affectant les droits des Mexicains dans les domaines du travail (flexibilité, liberté des syndicats), de la fiscalité, de la sécurité sociale, du secteur énergétique (privatisations partielles du gaz et du

pétrole), des télécommunications (restriction des libertés individuelles) et de l'éducation (statut des professeurs). Des antennes de ce mouvement ont été créées dans les États de Puebla, du Chiapas et de Sonora.

Au niveau du District fédéral de Mexico a été organisé en mars un forum « Tenemos Propuestas » dont la déclaration finale, signée par 87 organisations et 17 personnalités, réclame la réouverture des espaces de dialogue institutionnalisés avec la société civile. En octobre, 50 organisations ont appuyé l'initiative de création d'une assemblée citoyenne du District fédéral visant à articuler les différents secteurs dans le but d'exiger la garantie des droits humains et des droits à la ville.

POUR LE RESPECT DES DROITS DES TRAVAILLEURS BIRMANS EN THAÏLANDE



Terre des Hommes France soutient un programme conduit par FED (Foundation for Education and Development) dans la région de Mae Sot (à la frontière avec la Birmanie). Il vise le respect des droits des travailleurs birmans vivant en Thaïlande qui, malgré leur participation active à l'économie du pays, sont considérés comme « inexistants » par les autorités et victimes de nombreuses violations de droits, notamment du travail et à la santé.

342 migrants birmans, dont 62 % de femmes, ont été formés à leurs droits, aux lois thaïlandaises et aux recours possibles à travers 16 formations. 722 ont participé à 65 discussions organisées directement dans leurs communautés. D'autres ont écouté chez eux ou sur leur lieu de travail, l'émission de radio hebdomadaire bilingue animée par l'équipe du projet. Des mobilisations ont été organisées à des dates clés : 200 femmes se sont mobilisées à Mae Sot le 8 mars 2013, 300 personnes se sont rassemblées à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1er décembre et 200 pour la Journée internationale des migrants le 18 décembre. Pour faire face aux situations d'urgence, 377 personnes (dont 67 % de femmes) ont été accueillies dans un refuge : des travailleurs ayant perdu leur emploi ou ayant eu un accident du travail, des femmes enceintes licenciées par leur employeur, des victimes de violences

domestiques, des personnes faisant face à des problèmes familiaux ou de santé. Elles ont été accompagnées dans leurs démarches pour faire respecter leurs droits.

CE PROJET A ÉTÉ SOUTENU PAR

FONDATION
un
monde par
tous

DE LA CONSTRUCTION DE LA CITOYENNETÉ À LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AU GUATEMALA



Grâce aux projets menés par le Mouvement Tzuk Kim Pop avec le soutien de Terre des Hommes France de 2008 à 2013, de nombreux leaders autochtones, dont une majorité de femmes, savent maintenant analyser les problèmes sociaux et essaient d'identifier des solutions. Ils s'organisent au sein de leurs municipalités et forment une société civile locale. Néanmoins, il existe peu d'échanges avec les autorités et quand il y en a, les propositions sont rarement prises en compte. Les élus sont en général peu voire pas formés sur leur rôle et leurs responsabilités. Certains sont de bonne volonté mais n'ont pas les compétences nécessaires pour une gestion efficace et une bonne gouvernance.

Face à ce constat, un nouveau projet triennal a débuté en juin 2013, avec le soutien de l'Agence française de développement, dans les municipalités de Cantel, San Francisco El Alto, Totonicapán et Concepción Chiquirichapa. Composées à 95 % de communautés mayas, elles présentent des taux inquiétants de pauvreté laquelle touche 79 % de la population. L'action cible les domaines considérés comme prioritaires afin de parvenir à la réduction de la pauvreté : l'éducation, la santé, l'économie et l'environnement ainsi que les droits des femmes. L'objectif est que les politiques municipales répondent aux besoins des populations et prennent en compte les droits humains.

LE PRÉSENT PROJET EST CO-FINANÇÉ PAR.
L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.



IMPLIQUER LES POPULATIONS AUX PHILIPPINES POUR LE RESPECT DE LEURS DROITS

Terre des Hommes France soutient l'organisation PhilRights (Philippine Human Rights Information Center) dans son travail de création d'outils pour répertorier et documenter les cas de violations de droits, d'accompagnement des

victimes dans les procédures judiciaires et dans des actions de plaidoyer afin d'obtenir le respect de leurs droits au logement, à l'alimentation, à l'éducation, à la santé et au travail.

Afin d'informer les Philippins sur la situation de leur pays en termes d'emploi et de conditions de travail, de logement insalubre, de faiblesse du système éducatif, du coût des soins médicaux pour les plus pauvres et de souligner l'importance des droits pour "vivre dignes", PhilRights a réalisé six vidéos qui sont mises en ligne sur Internet. Il a publié 5 000 tracts pour faire connaître le nouvel outil international qu'est le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), entré en vigueur en mai 2013, et pour inciter l'État philippin à le signer et le ratifier.

Par le biais de son travail en réseau, du dialogue avec les autorités et la commission des droits de l'Homme, de son appui direct à des mobilisations, PhilRights a continué d'aider les populations victimes de violations de droits du travail, d'expulsions forcées (de familles vivant à Manille ou de paysans), d'appropriation et de pollution d'eau, de terres ancestrales de populations autochtones par des compagnies minières et par un projet de construction de barrage...

PhilRights supervise également le projet KPML de l'AL 68.

FIN DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'ARTISANAT AU MALI



Depuis 2005, l'organisation malienne GUAMINA accompagne les acteurs de l'artisanat dans la promotion et la défense de leurs droits en matière de fiscalité (souvent jugée excessive, inadaptée et arbitraire), d'accès aux espaces de production (parcelles occupées sans titres ou droits, expulsions fréquentes sans compensation...), d'accès aux financements, aux crédits et aux marchés publics ou encore à la formation technique et professionnelle. Autant de difficultés qui expliquent la fragilité, la vulnérabilité et la faible rentabilité des petites entreprises artisanales.

Au cours de cette dernière année du programme, les actions de formation se sont poursuivies dans les communes de Bamako, Koulikoro et Ségou. Ainsi, les artisans ont été en mesure d'interpeller les candidats à la présidence de la République pour rappeler leurs attentes en termes d'évolution des politiques publiques en faveur d'un des secteurs économiques les plus importants du pays et

pourtant le moins bien protégé. Des modules ont également été organisés sur le suivi et l'évaluation des politiques publiques locales ainsi que sur le budget participatif.

Durant dix ans, GUAMINA a soutenu et accompagné directement 50 représentants des artisans dans les Comités DESC (au sein des Chambres de Métiers), 3 000 membres d'associations socioprofessionnelles et plus de 4 500 artisans ayant participé régulièrement aux actions menées par ces groupements. GUAMINA estime ainsi avoir pu toucher, de manière indirecte, plus de 300 000 acteurs du secteur de l'artisanat.

CE PROJET A ÉTÉ SOUTENU PAR



ET



POUR LA DIGNITÉ DES POPULATIONS MARGINALISÉES EN INDE



Au Tamil Nadu et à Pondichéry, Terre des Hommes France soutient FEDINA (Foundation for Educational Innovations in Asia) dans son programme auprès des dalits (autrefois appelés « intouchables »), des femmes, des travailleurs du secteur informel (plus de 90 % de la population active) comme par exemple : des ouvriers du bâtiment, des travailleurs agricoles, des pêcheurs, des éboueurs, des rouleuses de beedies.

De juillet à décembre 2013, les populations ont été sensibilisées sur des thèmes comme : violences faites aux femmes, statut des travailleurs du secteur informel, travail forcé dans l'agriculture, problèmes environnementaux. 877 personnes ont été formées sur les lois indiennes relatives à la violence conjugale, à la sécurité sociale, aux salaires minimums par secteur, aux retraites des travailleurs du secteur informel et à la syndicalisation.

202 groupements de femmes et de dalits, 29 groupes de vigilance contre les violences et les discriminations, 48 groupes de contrôle citoyen des programmes publics, un groupe veillant à l'harmonie communautaire et 12 syndicats ont été accompagnés, soit environ 25 000 personnes dans 456 villages. Leur action a permis le dépôt de 271 requêtes pour accéder à diverses aides sociales et aux retraites et de 410 demandes de cartes de travail pour obtenir les 100 jours de travail par an garantis par l'État en zone rurale. Une trentaine de femmes victimes de violences domestiques et cinq cas de violences contre des dalits ont également pu être appuyés.

CE PROJET A ÉTÉ SOUTENU PAR LA VILLE DE SPAY ET



ENFANTS BIRMANS ITINÉRAIRE DES DROITS DE L'HOMME



Dans le cadre de la campagne Destination inconnue (voir page 8) relative à la protection des enfants en déplacement, FED et Terre des Hommes France ont décidé, en 2013, de lancer un nouveau projet concernant les adolescents et enfants birmans vivant dans la région de Phang Nga, au sud de la Thaïlande.

Une quinzaine de filles et garçons de 12 à 18 ans ont été formés à leurs droits en se basant sur les normes internationales et les lois existantes dans ce pays en matière d'éducation, de santé, de travail des enfants, d'abus sexuels, physiques et émotionnels. Ils ont aussi appris à devenir eux-mêmes formateurs et ont organisé des sessions pour sensibiliser, avec des méthodes pédagogiques appropriées, les plus jeunes enfants de l'école. Un autre aspect du projet vise à leur apprendre à identifier et dénoncer les violations de droits dont ils sont victimes et à témoigner sur leurs conditions de vie par le biais d'articles, de photos et de vidéos. Leurs témoignages nous permettent, en France, de sensibiliser adultes et jeunes aux difficultés qu'ils rencontrent en tant qu'enfants et adolescents migrants.

CE PROJET A ÉTÉ SOUTENU PAR



PARTICIPATION CITOYENNE ET BONNE GOUVERNANCE URBAINE AU CAMEROUN

Le Cameroun n'a pas encore affronté l'épreuve difficile du changement de génération politique. C'est le poumon économique de la sous-région Afrique centrale, cependant, 40 % de la population vit dans la précarité ; les inégalités sociales s'aggravent, dans les villes principalement les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Après une mission exploratoire en 2013, Terre des Hommes France a décidé de nouer un nouveau partenariat avec l'ONG camerounaise ASSOAL pour 2014. L'objectif est de former et d'accompagner des citoyens, des leaders associatifs et communautaires ainsi que des autorités locales pour travailler ensemble à la mise en oeuvre d'une démocratisation des affaires publiques allant dans le sens d'un meilleur accès à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, à l'égalité entre les hommes et les femmes... Les actions se dérouleront dans certains quartiers vulnérables des communes de Yaoundé et Douala.

LE PLAIDOYER

Les actions de plaidoyer menées par Terre des Hommes France s'adressent aux décideurs politiques et visent à inscrire le respect des droits humains dans les politiques de développement général : l'éducation, la santé, les conditions de vie en zone rurale et urbaine, etc. Il s'agit de construire un argumentaire, ancré dans des valeurs et mettant en avant des mesures concrètes, afin de démontrer qu'une autre politique est non seulement souhaitable mais possible.

Terre des Hommes France agit en alliance avec d'autres organisations françaises et européennes pour construire une mobilisation, des actions et des stratégies communes.

RESPECT DE TOUS LES DROITS HUMAINS PAR LA FRANCE AU SEIN DE LA PLATEFORME DESC COORDONNÉE PAR TERRE DES HOMMES FRANCE

- Exiger la ratification par la France du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Suivre l'application du Pacte international et veiller en permanence sur les évolutions législatives.
- Rédiger un rapport contradictoire à celui de l'État sur la situation objective et réelle du respect des droits par la France à destination du Comité DESC des Nations unies.

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES, COOPÉRATION ET RELATIONS COMMERCIALES, PAIX EN COLOMBIE AVEC GRUPO SUR

- Lancement d'une campagne pour dénoncer le féminicide (assassinat de femmes) en Amérique latine et en Europe.
- Promotion de relations commerciales équitables entre l'Union européenne et l'Amérique latine et dans le respect des droits fondamentaux.
- Soutenir la participation des femmes à la construction de la paix en Colombie.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE FONDÉS SUR LES DROITS HUMAINS AVEC L'ACTION MONDIALE CONTRE LA PAUVRETÉ

Afin que ces objectifs s'attaquent aux causes structurelles de la pauvreté et adoptent une approche du développement basée sur les droits, Terre des Hommes France a mené des actions auprès du gouvernement français en vue de peser sur les négociations.

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES AVEC LE FORUM CITOYEN POUR LA RSE ET LE COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

Le rôle des acteurs privés, notamment des multinationales, est déterminant dans la lutte pour « le droit à vivre dignes ».

- Avec le Forum citoyen pour la RSE : plaidoyer auprès des pouvoirs publics français, européens et internationaux.
- Avec le Collectif Éthique sur l'étiquette : campagne de communication et mobilisation citoyenne pour obtenir des enseignes et des marques d'habillement un salaire vital pour les travailleurs de l'industrie textile.

PROTECTION DES ENFANTS EN DÉPLACEMENT AVEC LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE TERRE DES HOMMES

La campagne Destination inconnue, à laquelle Terre des Hommes France est associée, a été lancée en 2013 par la Fédération internationale Terre des Hommes. Elle a pour objectif la protection des enfants « en déplacement » qui fuient leur pays pour échapper à des situations, des conditions de vie difficiles.

COHÉRENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES AU SEIN DE COORDINATION SUD ET DE CONCORD

Conformément à l'article 208 du traité de Lisbonne (2007), l'Union européenne s'est engagée à ce que toutes ses politiques répondent à la satisfaction des besoins des pays en développement ou du moins qu'elles ne soient pas contraires à l'éradication de la pauvreté.

- Plaidoyer pour le respect de la cohérence des politiques européennes. Sensibilisation et renforcement des délégations de l'Union européenne.
- Rapport périodique sur la cohérence des politiques.

DESTINATION INCONNUE

Lancée en 2013 par la Fédération internationale Terre des Hommes, la campagne Destination inconnue à laquelle Terre des Hommes France est associée, vise à protéger les enfants « en déplacement » qui fuient des situations dramatiques dans leurs pays. Zoom sur l'implication de Terre des Hommes France dans cette campagne.



VIDÉO DE PRÉSENTATION DESTINATION INCONNUE

Au cours d'une journée de FORMaCTION sur le thème « Enfants déplacés : un problème croissant mais méconnu », Terre des Hommes France a lancé officiellement la campagne Destination inconnue en octobre 2013. Ayant réuni plus de 80 personnes : juristes, professionnels de l'enfance et d'associations, militants, psychologues, étudiants, etc., cette journée a été l'occasion de rappeler et de souligner l'impérieuse nécessité, aujourd'hui plus que jamais, d'aider et de protéger les enfants en situation de déplacement et de garantir le respect de leurs droits par les États. Participative et ouverte à tous cette journée de sensibilisation/formation a permis, grâce à la diversité des intervenants et des participants, de partager de nombreuses expériences, d'approfondir et d'enrichir le débat sur les questions relatives à la situation de ces enfants. Des sujets critiquables à plusieurs égards tels que les titres de séjour et le changement radical de statut lors du passage à l'âge de 18 ans ont été débattus. Les moyens concrets à mettre en place pour aider et protéger les enfants déplacés ont été discutés et envisagés à travers plusieurs solutions et exemples de pratiques déjà existantes.

Les délégations ont relayé activement cette campagne, aussi bien par l'organisation d'événements de sensibilisation profitant de la venue du partenaire thaïlandais lors de la Semaine de solidarité internationale que par l'organisation d'une FORMaCTION locale sur ce thème, notamment en DD 25, ou encore par le lancement de l'action d'éducation aux droits lors des temps périscolaires.

POUR EN SAVOIR PLUS : [HTTP://DESTINATION-UNKNOWN.ORG/](http://destination-unknown.org/)

GRUPO SUR

Réseau d'organisations d'Europe, Grupo Sur se positionne sur les politiques de coopération internationale de l'Union européenne (UE) avec les pays d'Amérique latine. Il effectue un travail important de veille sur l'actualité politique, mène des actions de plaidoyer et de sensibilisation à Bruxelles et auprès des États membres.



VIDÉO REGARD SUR LE FÉMINICIDE

En 2013, Grupo Sur s'est investi dans trois priorités : violences contre les femmes, relations coopération et relations commerciales entre l'UE et l'Amérique latine, construction de la paix en Colombie.

Une campagne pour dénoncer le féminicide (assassinat de femmes) en Amérique latine et en Europe a été lancée au Parlement européen le 16 octobre 2013 avec une vidéo et un communiqué de presse qui a été repris dans 78 médias européens, nord-américains et latino-américains. Grupo Sur a également participé à la rédaction d'une résolution sur le féminicide qui a été adoptée par l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EUROLAT) en mars 2014.

Dans le cadre de la seconde priorité, Grupo Sur a réalisé une enquête sur les nouveaux mécanismes de coopération au développement de l'Union européenne par le biais du soutien aux investissements privés avec quatre études de cas de projets énergétiques en Amérique centrale, au Salvador, au Mexique et en Colombie. Les résultats ont été présentés lors d'une conférence au Parlement européen le 21 mars 2013.

Afin d'insister sur la participation des femmes dans la construction de la paix, un événement a été organisé au Parlement européen le 5 novembre 2013 avec des témoignages sur les processus définis au Salvador et en Irlande du Nord et sur la négociation actuelle en Colombie entre le gouvernement et les FARC.

POUR EN SAVOIR PLUS : [WWW.GRUPOSUR.ORG](http://www.gruposur.org)

ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES

Les adhérents participent aux instances de de Terre des Hommes France, assurent une mission de sensibilisation en France et aussi une grande part de la collecte de fonds, ce qui permet d'en limiter le coût pour l'association. Conformément aux statuts de Terre des Hommes France et aux règles déontologiques du Comité de la Charte du don en confiance, ils ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.



INFORMER ET SENSIBILISER POUR MOBILISER

Les membres des 21 délégations départementales assurent une mission primordiale d'information qui consiste à faire prendre conscience au grand public du non-respect des droits humains, en France et dans les pays du Sud, et à lui faire connaître les actions réalisées par Terre des Hommes France et ses partenaires pour la mise en œuvre et la défense de ces droits.

Dans ce but, les délégations organisent de multiples manifestations telles que des soirées-débats avec projection de films sur le thème des droits humains et présentation des programmes soutenus par l'association, des expositions dans des lieux publics et des établissements scolaires, etc. Quelques-unes éditent un journal afin d'informer de leurs actions les adhérents, les sympathisants, les donateurs de leur département.

Par ailleurs, elles sont membres de collectifs d'associations constitués pour l'organisation d'événements de plus grande ampleur tels que la Quinzaine du commerce équitable, la Journée des droits de l'enfant, la Semaine de la solidarité internationale.

Adhérents et bénévoles participent à la diffusion des pétitions, interviennent dans les écoles, sont en relation avec les médias locaux et régionaux.

FINANCER LES PROJETS

Si la collecte de fonds est indispensable pour financer les actions, elle permet aussi de soutenir des artisans, des travailleurs et des artistes des pays de ses partenaires mais aussi en France, grâce à la démarche de proximité des délégations départementales.

Participer aux braderies et marchés de Noël, organiser concerts, loteries, brocantes, « foires aux livres » et ventes d'objets d'artisanat, proposer cartes de vœux et bougies en fin d'année, etc., sont autant de façon de faire appel à la générosité du public. Certaines délégations procèdent au ramassage de cartouches d'encre d'imprimante ou de textile qu'elles revendent aux entreprises spécialisées dans le recyclage. Quelques-unes tiennent une boutique où des bénévoles proposent à la vente une sélection soignée des vêtements récupérés.

LES MAGASINS DE TERRE DES HOMMES FRANCE

- **ARDÈCHE** : 17, rue Jean Jaurès - 07100 Aubenas
- **AVEYRON** : 12, rue Jean Moulin - 12400 Saint-Affrique
- **CHARENTE** : 102, rue Firino Martell - 16100 Cognac
- **CÔTES-D'ARMOR** : 1, rue de Beauchamp - 22300 Lannion

VALORISATION BÉNÉVOLAT

348 335 €

soit l'équivalent
de 20 salariés à temps plein
(valorisés au SMIC)

En 2013, on comptabilise plus de 56 600 heures de bénévolat dont 17 % dédiés aux missions de sensibilisation, 67 % à la collecte de fonds et 16 % à la vie associative.

Le renforcement et le développement de son réseau d'adhérents et de bénévoles sont essentiels pour garantir la réalisation de la mission de Terre des Hommes France et le soutien de ses partenaires.



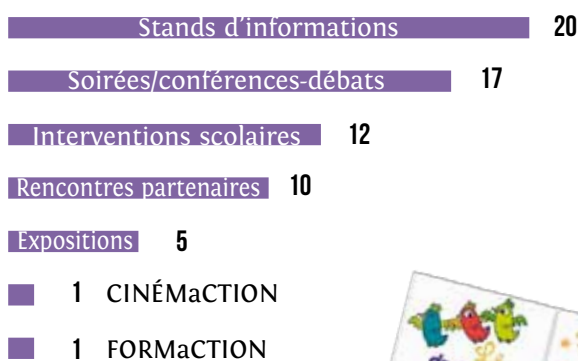
En 2013 Terre des Hommes France comptait 21 délégations, 3 correspondants locaux et 486 adhérents, dont environ un tiers sont actifs au sein des délégations.

En parallèle, environ 300 bénévoles (non adhérents) viennent prêter main forte aux membres des délégations pour certaines manifestations.

Une salariée assure les activités de vente de la délégation ardéchoise (07) dans son magasin d'Aubenas.

NOMBRE DE DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES IMPLIQUÉES DANS...

ACTIONS DE SENSIBILISATION ET ÉDUCATION AUX DROITS



ACTION AUPRÈS DES ÉCOLES

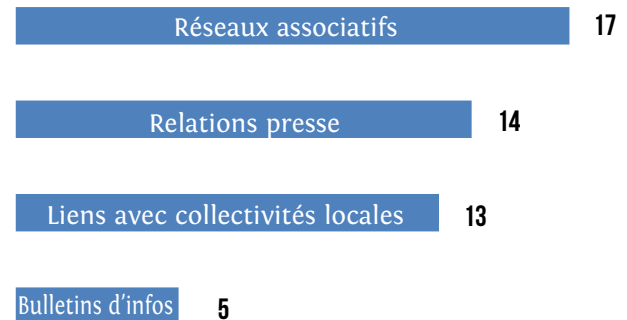
En 2013 a été lancé un programme d'éducation aux droits en direction des élèves d'écoles primaires sur les temps périscolaires, en lien avec la campagne internationale Destination inconnue relative à la protection des enfants migrants.

Des livrets pédagogiques ont été élaborés sur différentes thématiques, dont le droit à l'éducation et le droit à un niveau de vie suffisant, permettant d'aborder la question des droits de manière ludique et afin d'accompagner les interventions des délégations en milieu scolaire.

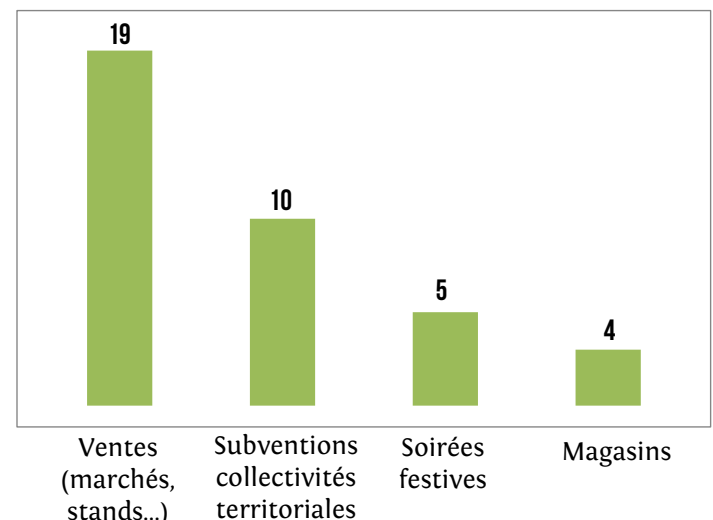
Déjà cinq délégations ont fait part de leur intérêt pour cette activité et au moins deux délégations ont organisé des séances auprès d'écoles de leur département.



COMMUNICATION - RELATIONS INSTITUTIONNELLES RÉSEAUX ASSOCIATIFS



COLLECTE DE FONDS





NOTRE ORGANISATION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Terre des Hommes France est régie par la « loi de 1901 » relative au contrat d'association et par deux textes : les statuts et le règlement intérieur. L'article 10 des statuts précise le rôle du Conseil d'administration (CA), garant des orientations votées lors de l'Assemblée générale et instance décisionnelle de l'association. Les membres du CA sont élus par l'Assemblée générale au scrutin secret, pour trois ans, à la majorité absolue.

LE COMITÉ DES SAGES

Organe de vigilance et de conseil interne, il est composé de trois à cinq membres élus par l'Assemblée générale pour une durée d'un an. Les « sages » sont à la disposition du Conseil d'administration et du Bureau pour les conseiller et les alerter sur les dysfonctionnements qu'ils seraient amenés à constater. Le Comité peut être saisi par tout membre de Terre des Hommes France, selon les procédures définies à l'article 13 du règlement intérieur.

LES COMMISSIONS

Au nombre de huit, ce sont des groupes d'action et de réflexion ayant un champ de compétence géographique ou thématique. Leurs membres se réunissent généralement au siège de l'association à Saint-Denis. Ouvertes à tous les adhérents sans condition d'ancienneté, chacune d'elles est responsable des programmes de son domaine et peut faire des propositions au Conseil d'administration afin d'améliorer les actions de l'association.

LES SALARIÉ(E)S

Pour répondre aux objectifs qu'elle s'est fixés, Terre des Hommes France s'appuie sur une équipe compétente et motivée de huit salariés. Chacun, dans son secteur, participe au bon fonctionnement et à la réalisation des missions : sérieux du partenariat, crédibilité de l'association vis-à-vis des institutions publiques, efficacité des programmes soutenus, impact du plaidoyer mené en réseaux et pertinence dans la communication et la collecte de fonds.

MEMBRE DE TERRE DES HOMMES FÉDÉRATION INTERNATIONALE

Terre des Hommes France est membre de la Fédération internationale Terre des Hommes qui regroupe dix organisations autonomes. L'engagement de l'association en son sein fait partie de ses stratégies d'alliance afin d'être plus visible auprès des Nations unies, de l'Union européenne et sur les chantiers internationaux.

Terre des Hommes France apporte clairement sa contribution à la Fédération.

Bien sûr, par son implication dans la campagne « Destination inconnue » (www.destination-unknown.org) lancée en octobre en France et également au quotidien, par l'élaboration d'outils pédagogiques, de mécanismes pragmatiques pour mettre en œuvre les exigences de redevabilité, de positionnement en plaidoyer, notamment en matière de droits de l'enfant lesquels sont intimement liés aux droits économiques, sociaux et culturels. Cela se construit dans la collaboration, les avancées avec les membres d'autres organisations Terre des Hommes.

POUR EN SAVOIR PLUS : WWW.TERREDESHOMMES.ORG

LES ASSOCIATIONS LOCALES

Actuellement au nombre de deux (AL 68 et AL 974), les associations locales sont autonomes dans la gestion de leur budget, le choix des programmes et des partenaires qu'elles soutiennent. Toutes deux s'engagent à respecter les statuts de Terre des Hommes France et les orientations votées par l'Assemblée générale nationale ; elles contribuent financièrement à son budget par une cotisation spécifique.

Les comptes financiers de l'AL 68 sont intégrés à ceux de Terre des Hommes France.

L'ASSOCIATION LOCALE DU HAUT-RHIN (AL 68)



AMÉRIQUE LATINE

- Soutien du Foyer Maurice Sixto qui accueille les enfants placés en situation de domesticité en Haïti.

ACTIVITÉS EN FRANCE

L'AL 68 poursuit sa campagne « Bougie de la solidarité » qui consiste à sensibiliser des élèves du département sur un des projets de l'association locale tout en les incitant à vendre ou à acheter des bougies.

Son partenariat avec Relais Est a permis de collecter 323 tonnes de vêtements déposés dans une cinquantaine de conteneurs vidés toutes les semaines par le personnel de Relais qui, en 2013, a trié au total 924 tonnes de vêtements pour l'AL 68.

POUR EN SAVOIR PLUS : WWW.TDHF68.ORG

L'ASSOCIATION LOCALE DE LA RÉUNION (AL 974)

Cette année, malgré l'absence de subventions, les actions sur Madagascar se sont poursuivies notamment par la conduite des actions en faveur des écoles de Marowitsika et de l'hôpital de Moramanga.

Une nouvelle convention a été signée avec le collège et l'hôpital de Marowitsika que l'AL 974 a réhabilité en 2006, ainsi qu'avec des écoles primaires de Marowitsika et d'Antanifotsy.

AFRIQUE

- Programme d'aide à l'urgence de la commune rurale de Madiama au Mali avec l'association Soguida Yiriwa - Ton.
- Programme d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Madagascar avec l'ONG Vozama.
- Mise en conformité du centre de santé de Medjingni au Togo, accès à l'eau potable et à l'assainissement de 14 villages dans la même région avec l'Association Cité de la Lumière (ACL).

ASIE

- Développer l'accès à l'eau, la santé, l'éducation et l'artisanat dans un village du Népal avec Fair Action Népal (FAN).
- Intégrer des populations tribales de la région des Chittagon Hills Tract dans le système bengali par l'éducation avec l'ONG Shuktara.
- Dernière année du programme de respect des droits des enfants dans les bidonvilles de Manille avec KPLM.
- Dernière année du programme d'accès aux droits fondamentaux des populations marginalisées en Inde à travers deux programmes en partenariat avec BGAVS et Bal Prafulata.

LES COMPTES DE TERRE DES HOMMES FRANCE

Les comptes combinés regroupant ceux de Terre des Hommes France et de l'Association locale du Haut-Rhin, sont établis à partir des comptes individuels, certifiés respectivement par les Commissaires aux comptes des cabinets comptables CGEC (75012 Paris) et CGEX (68350 Didenheim).

Certifiés par le Commissaire aux comptes de Terre des Hommes France, les comptes combinés ont été présentés et votés à l'Assemblée générale de l'association.



Terre des Hommes France est membre du Comité de la Charte du don en confiance, organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public.

À ce titre, le Comité est le garant du respect par l'association de ses engagements, principalement en matière de transparence financière.

POUR EN SAVOIR PLUS : WWW.COMITECHARTE.ORG

LE BILAN SIMPLIFIÉ

ACTIF exprimé en euros	Net au 31/12/2013	Net au 31/12/2012
Total actif immobilisé	575 511	590 298
Stock de marchandises	76 247	81 591
Autres créances	95 025	170 720
Disponibilités	2 409 537	1 593 059
Total actif circulant	2 580 809	1 845 370
TOTAL ACTIF	3 156 319	2 435 668
PASSIF exprimé en euros	Net au 31/12/2013	Net au 31/12/2012
Réserves	2 093 877	2 082 538
Résultat de l'exercice	236 174	11 340
Total des fonds associatifs	2 330 051	2 093 878
Total des fonds dédiés	689 464	102 151
Dettes et provisions pour risques	136 805	239 639
TOTAL PASSIF	3 156 319	2 435 668

LES RÉSERVES

Elle cumulent les résultats positifs depuis la création de Terre des Hommes France. Elles intègrent principalement l'effet de la cession de l'ancien siège en 2007 et les excédents des deux derniers exercices.

Elles représentent deux exercices comptables courants d'avance, ce qui constitue une garantie pour assurer la continuité de son fonctionnement et réaliser l'objectif associatif.

LES FONDS DÉDIÉS

Ils comprennent principalement des subventions dont l'utilisation est prévue à partir de 2014.

LES DETTES ET PROVISIONS

Elles sont essentiellement composées de dettes courantes (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Alors que les dons continuent à baisser, des legs importants ont permis à Terre des Hommes France et à l'Association locale du Haut-Rhin d'augmenter significativement leurs ressources.

Les autres produits liés à la générosité du public tels que les ventes de dons en nature présentent également une hausse non négligeable.

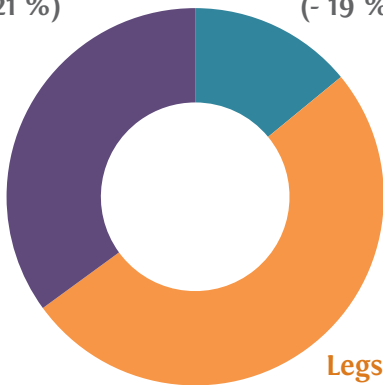
RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

1 772 095 €

soit + 54 % par rapport à 2012

Autres produits :
620 929 €
(+ 21 %)

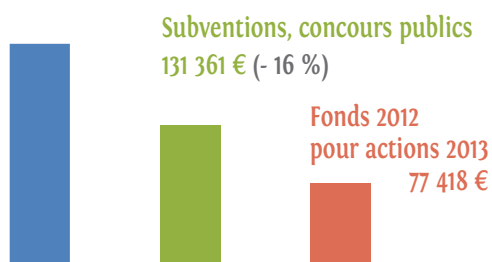
Dons :
248 983 €
(- 19 %)



Legs :
902 183 €
en 2012 : 135 251 €

LES AUTRES TYPES DE RESSOURCES : 422 664 €

Autres (cotisations, ventes, manifestations)
213 885 € (+ 24 %)



MODÈLE ÉCONOMIQUE

Il repose sur la générosité de ses donateurs et les actions de collecte de fonds de ses délégations départementales afin de conserver son indépendance et sa liberté d'actions pour la défense de tous les droits humains.

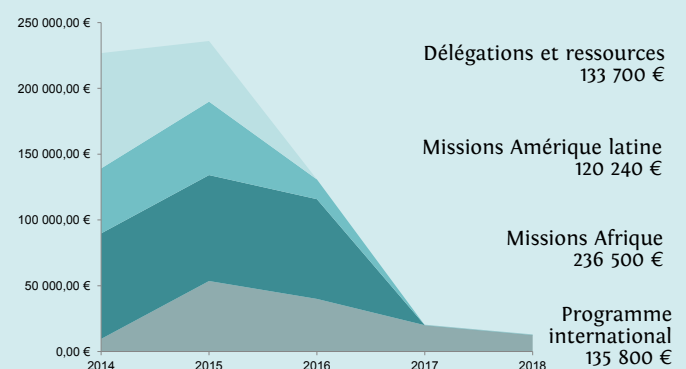
Terre des Hommes France s'engage à verser la majeure partie des dons issus de la générosité du public à ses missions sociales orientées vers le soutien aux partenaires, le plaidoyer et la sensibilisation du public en France.

Quant aux frais de fonctionnement et de collecte, ils sont couverts par des ressources spécifiques provenant notamment des cotisations de ses adhérents et de l'activité de revente de produits solidaires assurée par les bénévoles.

UNE POLITIQUE DE RELANCE

L'association a mené tout au long du deuxième semestre 2013 une réflexion sur l'affectation du legs d'un montant exceptionnel de 764 624 €.

Dans une période où les produits liés à la générosité du public sont en baisse, le Conseil d'administration a décidé de conduire un programme de relance sur cinq ans s'élevant à 626 240 €. Celui-ci vise essentiellement le renforcement des missions et propose la mise en œuvre d'un programme international ouvert d'échanges d'expériences avec l'ensemble des partenaires, ainsi que le développement des délégations départementales et des ressources.



2 194 759 €

DE RESSOURCES TOTALES EN 2013

1 958 586 €

AFFECTÉS AUX DÉPENSES

MISSIONS SOCIALES

805 965 €

600 903 € pour les missions à l'étranger, soit une hausse de 8,7 % par rapport à 2012 qui correspond au financement de nouveaux projets. Elles comprennent essentiellement les fonds versés aux partenaires et la masse salariale correspondant au travail de chaque salarié pour assurer le suivi ainsi que la recherche de partenariat.

205 062 € pour les missions en France qui restent relativement stables et concernent celles du siège de l'association et des délégations départementales en rapport avec les actions de plaidoyer, de sensibilisation et d'animation.

RÉPARTITION DES DONS

70 % MISSIONS SOCIALES

26 % FRAIS DE COLLECTE

4 % FONCTIONNEMENT

Sur les 1 772 095 € collectés auprès du public, la répartition ne comprend pas la part du legs important reçu par Terre des Hommes France affectée aux engagements à réaliser ainsi que 124 301 € des dons collectés non utilisés en fin d'exercice qui sont inclus dans l'excédent.

PROFESSIONNALISATION DE LA COLLECTE DE FONDS

Alors que l'Association locale du Haut-Rhin a diminué ses frais de collecte de fonds, Terre des Hommes France a choisi d'investir dans le développement de ses fonds propres par le recrutement d'une personne qualifiée en vue de garantir sa solidité financière afin qu'elle ne repose pas seulement sur des rentrées exceptionnelles.



ENGAGEMENTS À RÉALISER

664 730 €

Il s'agit de subventions pour des actions à réaliser en 2014 et principalement d'une grande partie du legs de 764 624 € dont a bénéficié Terre des Hommes France.

626 240 € financeront pendant cinq ans les futures actions de l'association qui ont été définies dans la politique de relance.

EXCÉDENT DE L'EXERCICE

236 173 €

Il s'agit du résultat positif de cette année exceptionnelle qui alimentera les réserves associatives.

FRAIS DE FONCTIONNEMENT

180 213 €

Ils sont maîtrisés et représentent une baisse de 15 % par rapport à 2012.

DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES ET ASSOCIATIONS LOCALES

DD 04 - Alpes-de-Haute-Provence (Sisteron)

DD 07 - Ardèche (Aubenas)

DD 12 - Aveyron (Saint-Affrique)

DD 14 - Calvados (Caen)

DD 16 C - Charente (Cognac)

<http://terredeshommes-cognac.centerblog.net/>

DD 18 - Cher (Bourges)

<http://everyoneweb.fr/terredeshommescher>

DD 22 - Côtes-d'Armor (Lannion)

DD 25 - Doubs (Besançon)

<http://terredeshommesdoubs.org/>

DD 33 - Gironde (Bordeaux)

DD 34 - Hérault (Montpellier)

DD 35 - Ille-et-Vilaine (Rennes)

DD 39 - Jura (Champagnole)

DD 42 - Loire (Saint-Étienne)

64 - Correspondant local (Ondres)

DD 65 - Hautes-Pyrénées (Gerde)

AL 68 - Association locale Haut-Rhin (Guebwiller)

DD 69 - Rhône (Meyzieu)

DD 72 - Sarthe (Le Mans)

73 - Correspondante locale (Albertville)

DD 74 - Haute-Savoie (Annecy)

75 - Correspondant local (Paris)

DD 76 - Seine-Maritime (Rouen)

DD 77 - Seine-et-Marne (Villeparisis)

DD 85 - Vendée (Les Sables-d'Olonne)

91 - Correspondant local (Saint-Escobille)

DD 92 - Hauts-de-Seine (Meudon)

AL 974 - Association locale La Réunion (Sainte-Clotilde)



10 BIS RUE SUGER
93200 SAINT-DENIS
TDHF@TERREDESHOMMES.FR

FACEBOOK.COM/TERREDESHOMMESFRANCE

TOUTES NOS COORDONNÉES SUR :

WWW.TERREDESHOMMES.FR